



DOSSIER DE PRESSE

SÉANCE PLÉNIÈRE

11.12.25

P.03

Discours liminaire Kévin FAURE

P.04

Éléments financiers - Budget 2026

P.05 - 06

Action sociale - Budget 2026

P.07

Économie aménagement - Budget 2026

P.08 - 10

Cadre de vie - Budget 2026

P.11

Ouverture de l'exercice et financement des
opérateurs du département
Voeu Grand stade de Brest

P.12

Financement du secteur médico-social : taux
directeurs handicap, bien vieillir et enfance
pour 2026

P.12 - 13

Plan d'action RSA : bilan annuel

P.14

Préservation de l'environnement :
présentation du rapport annuel en matière de
développement durable

P.15

Soutien à l'économie : bilan financier annuel et
feuille de troute de Tout Comment en Finistère

P.16

Transformation du service public départemental :
présentation du rapport annuel sur la situation en
matière d'égalité entre les femmes et les hommes

P.17

Transformation du service public
Soutien aux collèges

P.18

Annexe - vœu relatif à l'avenir des Roches Blanches

DISCOURS LIMINAIRE DE KÉVIN FAURE

Dans son propos liminaire, Kévin Faure salue d'abord l'engagement des maires du Finistère, en particulier celles et ceux qui quittent la vie publique. Il rappelle le rôle essentiel des élus locaux dans un contexte de défiance démocratique croissante.

Il évoque ensuite les 120 ans de la loi de 1905 et défend une laïcité protectrice, non instrumentalisée. Il apporte son soutien à la proposition de loi du député Jérôme Guedj visant à créer un Défenseur de la laïcité et propose que la prochaine édition du Prix littéraire des collégiens soit consacrée à ce thème, pour en renforcer la diffusion auprès de la jeunesse.

Kévin Faure décrit ensuite une conjoncture nationale marquée par une crise de confiance et une fragilité des finances publiques. Il salue l'adoption du budget de la Sécurité sociale, permettant d'éviter un blocage institutionnel.

Pour le Finistère, il rappelle que si les finances demeurent saines mais fragiles, elles permettent encore d'agir. Il appelle la majorité départementale à investir massivement dans la prévention, seul levier pour éviter une aggravation future des dépenses sociales : RSA, handicap, protection de l'enfance. Il regrette à ce titre l'introduction par l'exécutif des notions de « frugalité des investissements » ou de « cession d'actifs ».

Il regrette également le refus par Les Républicains d'une augmentation du taux de TSCA qui aurait renforcé les moyens du SDIS, et rappelle la tendance nationale à la sous-compensation des Allocations Individuelles de Solidarité par l'État, passée de 55 % des budgets départementaux il y a dix ans à 70 % aujourd'hui.

Le président du groupe Finistère & Solidaires pointe ensuite l'absence d'orientations structurantes dans les politiques départementales : un plan RSA stigmatisant, des baisses depuis 2021, un manque de cap pour l'avenir.

Kévin Faure revient ensuite sur l'annonce de la fermeture de la Maison de la Rivière à Sizun, conséquence du désengagement financier du Département. Il souligne la perte d'un acteur essentiel de l'éducation à l'environnement, dans un territoire où la qualité des eaux reste insuffisante (source : Le Télégramme, 10 décembre 2025).

Enfin, il appelle à une méthode apaisée et partagée concernant l'avenir des Roches Blanches à Douarnenez, et demande que le Département privilégie le dialogue, la concertation et la responsabilité dans un dossier sensible pour l'avenir du site.



Nous avons encore la capacité d'agir — ce qui n'est plus le cas de nombreux Départements, toutes sensibilités confondues — nous devons mettre le paquet sur la prévention pour éviter de subir, budgétairement et socialement, les crises de demain.



Kévin FAURE
Président du groupe
Élu du canton Brest-1
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Intervention : Julien POUPON

Julien Poupon rappelle d'abord un contexte national particulièrement instable. Le redressement des finances publiques imposé par l'État entraînera entre 4,6 et 8 milliards d'euros d'efforts pour les collectivités. Les Départements subiront des contraintes directes : gel des fractions de TVA, restrictions sur la DGF, cofinancements revus à la baisse, et une TVA désormais indexée et plafonnée, donc moins prévisible. Les réformes successives ont réduit l'autonomie fiscale et placé les collectivités sous tutelle de l'État.

Julien Poupon pointe ensuite un désengagement durable de l'État, rappelant que les compétences transférées — RSA, APA, PCH, protection de l'enfance — ne sont toujours pas compensées intégralement. La Cour des comptes souligne elle-même que les Départements sont devenus les « amortisseurs sociaux » de la République, mais sans les ressources correspondantes.

Il revient sur la stratégie départementale actuelle : un affichage d'investissement social, mais simultanément la disparition d'outils essentiels de prévention, des baisses de subventions et une fragilisation des associations. Pour Finistère & Solidaires, ces choix à court terme entraîneront des coûts bien plus élevés dans les années à venir.

Sur les investissements, Julien Poupon démonte le discours d'une majorité qui se félicite de niveaux « historiques ». En euros constants, ils stagnent, voire reculent : le BP affichait 130 M€ pour 2025, l'exécution atteindra 124 M€. L'objectif identique pour 2026 ne compense pas l'inflation. Il dénonce un Département qui agit « comme une banque des territoires », distribuant des subventions sans stratégie, au détriment

d'une vision structurante pour le Finistère.

Concernant la dette, il souligne qu'elle baisse moins par stratégie que grâce à des facteurs conjoncturels :

- la trésorerie héritée de 2021,
- la décrue historique de la dette,
- la dynamique de la TVA et des taxes sur les assurances,
- et surtout une hausse exceptionnelle des DMTO, proches de 174 M€ en 2025.

Il met en garde sur la nature non pérenne de ces recettes : si elles diminuent, la capacité de désendettement augmentera mécaniquement.

Pour autant, le rapport d'orientation budgétaire 2026 montre une situation meilleure que prévu : une épargne nette solide et une situation globalement plus favorable que dans de nombreux autres Départements.

Dans ce contexte, Julien Poupon juge incompréhensibles et injustifiables les baisses d'aides aux associations, notamment aux structures d'insertion et aux acteurs de la prévention. Selon lui, les chiffres prouvent que le Département dispose de marges de manœuvre réelles et que les coupes relèvent de choix politiques, pas de contraintes.

Il conclut que ce DOB n'est pas un signal d'alerte budgétaire, mais au contraire la démonstration que le Finistère résiste mieux que d'autres territoires. Pour Finistère & Solidaires, il est donc temps que l'exécutif assume ses choix.



Les chiffres le prouvent : le Finistère dispose de marges réelles. Utiliser la rigueur budgétaire pour sacrifier la prévention et l'insertion, c'est un choix politique, pas une fatalité.



Julien POUPON
Conseiller départemental
Canton de Pont-de-Buis
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

ACTION SOCIALE

Interventions : Matthieu STERVINO, Kévin FAURE, Bernard PELLETER

EHPAD & Services d'Aide à Domicile : "Nous ne sommes pas prêts pour ce qui arrive."

Matthieu Stervinou alerte sur l'écart croissant entre les besoins liés au vieillissement démographique et les réponses réellement anticipatrices du Département.

Il reconnaît des évolutions positives — baisse temporaire des coûts de l'énergie, réduction du recours à l'intérim grâce à Hublo — mais rappelle que ces améliorations ne masquent pas la fragilité structurelle du modèle.

Un modèle sous tension malgré les apparences

Les constats sont partagés : vieillissement massif de la population, hausse des besoins en accompagnement, financement Ségur imposé mais non compensé, dépendance forte à des fonds nationaux instables (ex. CIAS QBO : enveloppes divisées par quatre depuis 2021).

Pour autant, les orientations budgétaires présentées se limitent selon lui à "préserver l'existant", sans organiser réellement l'avenir.

Un manque de projection et de prévention

Les besoins sont connus grâce aux travaux d'observation. Ce qui fait défaut, insiste-t-il, c'est la capacité à préparer le territoire à la transition démographique :

- anticiper l'explosion du nombre de personnes âgées,
- renforcer les Services d'Aide à Domicile pour éviter un recours massif et contraint aux EHPAD,
- transformer les établissements pour en faire de véritables lieux de vie, ouverts et intégrés à la cité.

Un modèle RH au bord de la rupture

Matthieu Stervinou rappelle que "tout repose sur les professionnels du soin et de l'accompagnement".

Sans recrutement, sans attractivité renforcée, sans plan pluriannuel sur les effectifs, les établissements resteront enfermés dans une gestion de l'urgence.

Le lancement de Go Sens est un premier pas, mais largement insuffisant pour stabiliser le secteur.

Une contraction budgétaire incompréhensible

Alors que la situation financière du Département n'est pas critique, le budget dédié aux personnes âgées diminue :

- **128 M€ au Budget Primitif 2024,**
- **123 M€ inscrits dans le DOB 2026,**
- **→ soit 5 M€ de moins en trois ans.**

Ces choix budgétaires sont contradictoires avec l'objectif affiché de prévention : investir aujourd'hui pour éviter les crises demain.

Une vision à construire

Matthieu Stervinou appelle à faire du Finistère une terre d'expérimentation d'un nouveau modèle :

- recentré sur l'humain,
- reposant sur des établissements repensés,
- soutenu par un véritable effort public,
- assumant le partage des responsabilités entre l'État et le Département.



À la lecture de vos orientations, une impression domine : les mesures proposées visent avant tout à préserver l'existant. Elles cherchent à sécuriser le présent, à contenir les urgences, à maintenir ce qui fonctionne encore tant bien que mal. Mais nous restons à distance d'une véritable anticipation de l'avenir, alors que le vieillissement démographique transforme déjà en profondeur la société de notre département.



Matthieu STERVINO
Conseiller départemental
Élu du canton Quimper-2
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Prévention dans le champ de l'enfance et de l'Aide sociale à l'enfance

Kévin Faure rappelle que la prévention dans le champ de l'enfance et de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) n'est pas un sujet secondaire : c'est un sujet d'urgence, de responsabilité collective et de vision de société.

Il décrit un contexte inquiétant, déjà documenté :

- dégradation de la santé mentale des enfants et adolescents,
- parents épuisés, isolés, fragilisés,
- accompagnement à la parentalité en recul, alors que les besoins explosent,
- enfants en demande d'ouverture, de protection, d'émancipation.

Les besoins augmentent vite et continueront d'augmenter. La question n'est pas faut-il agir ? mais comment anticiper aujourd'hui ce qui structurera la société de demain.

Il rappelle plusieurs données clés :

- un enfant victime de maltraitance coûte au minimum 180 000 € de dispositifs publics sur une vie entière ;
- la CIVISE évalue à 10 milliards d'euros les coûts des violences sexuelles et sexistes, notamment chez les mineurs ;
- l'IGAS a déjà souligné que les politiques de prévention arrivent trop tard.

Le président du groupe Finistère & Solidaires pointe une incohérence majeure :

l'augmentation du nombre d'enfants confiés (+19 % depuis 2021) et les hausses budgétaires contraintes liées au placement ne peuvent pas être qualifiées de politique de prévention.

Le recul de dispositifs comme les Lieux d'Accueil Enfants-Parents en est l'exemple : on abandonne des outils de prévention primaire.

Il reconnaît le rôle essentiel de la PMI, mais souligne que les 2 500 visites de prévention à domicile ne suffisent pas à elles seules à constituer une politique globale de prévention.

Sur la prostitution des mineurs, il salue que l'alerte lancée il y a un an par son groupe ait enfin été entendue.

L'élus insiste ensuite sur un principe simple : assurer que chaque action curative soit systématiquement accompagnée d'une action de prévention.

Repérer un trouble du développement, une fragilité parentale, une inquiétude : ce sont des actes de prévention cruciaux.

Le triple enjeu est clair :

- **réduire la vulnérabilité des enfants,**
- **identifier plus tôt les difficultés,**
- **prévenir l'escalade vers des situations de crise.**

Il déplore enfin la tendance nationale à traiter l'enfance comme une politique de second rang, marquée par l'absence d'une direction solide, la fragmentation institutionnelle et l'attente interminable de nominations ministérielles.

Prévenir n'est pas une option. C'est un choix politique fort. Un choix de responsabilité, un choix de solidarité, un choix d'avenir.



Kévin FAURE
Président du groupe
Élu du canton Brest-1
Finistère & Solidaires



La prévention dans le domaine de l'enfance et de l'aide sociale à l'enfance n'est pas un sujet secondaire. C'est un sujet d'urgence, de responsabilité collective et de vision de société.

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

ÉCONOMIE AMÉNAGEMENT

Interventions : Kévin FAURE, Armelle HURUGUEN

Économie sociale et solidaire & économie circulaire

Kévin Faure interpelle l'exécutif sur l'absence d'ambition claire du Département en matière d'économie sociale et solidaire (ESS) et d'économie circulaire. Il rappelle qu'en 2021, le Président avait annoncé une intervention forte dans ces domaines, mais qu'aucune stratégie lisible n'a émergé depuis.

Il souligne que le Conseil départemental dispose pourtant d'un levier majeur : la commande publique, qui pourrait soutenir le réemploi, la réparation, le recyclage, sécuriser les structures d'insertion et renforcer des filières locales. Ce levier reste largement sous-exploité.

Concernant l'ESS, il alerte sur la fragilisation du tissu associatif due aux baisses de subventions et à la généralisation des appels à projets, qui mettent les associations en concurrence plutôt qu'en coopération. Il plaide pour une contractualisation pluriannuelle (CPOM) afin de stabiliser les acteurs, sécuriser l'emploi et permettre des actions durables.

Sur l'économie circulaire, il appelle à une politique départementale structurée autour du réemploi, de la réparation et du recyclage, notamment dans les travaux publics. Il propose également de développer des actions éducatives dans les collèges — ateliers de réparation, sensibilisation à la consommation responsable — et imagine une campagne départementale intitulée : « Acheter du SHEIN, ou réparer son jean ? »

L' élu encourage la transition vers une économie de l'usage : mutualisation, location, partage, modèles plus sobres, en phase avec les contraintes économiques des ménages et les enjeux climatiques.

Enfin, il rappelle que l'économie circulaire et l'ESS ne sont ni des politiques économiques de substitution ni des slogans : elles

constituent des politiques sociales et territoriales pleinement départementales. Le Finistère dispose déjà d'un riche réseau d'acteurs ; ce qui manque, conclut-il, "c'est une ambition claire et assumée".

Coopérations territoriales

Armelle Huruguen revient sur le Pacte Finistère 2030, que la majorité présente comme avançant « dans la satisfaction générale ». Elle nuance fortement ce constat et pointe un problème majeur : les financements sont distribués sans critères, sans priorisation, sans éco-conditionnalité, et sans vision claire du rôle du Département.

Elle alerte sur un risque réel : mettre les territoires en concurrence, faute d'une stratégie départementale assumée permettant de garantir équilibre, complémentarité et équité. Dans un contexte d'incertitude permanente, elle rappelle qu'il n'a jamais été aussi essentiel de savoir où le Département veut aller et où il souhaite emmener les territoires.

L'intérêt départemental n'est pas la simple addition des volontés locales : c'est une vision globale et une responsabilité collective. Elle décrit ce que devrait être un Conseil départemental : un ensemblier capable de lutter contre les décrochages, de valoriser les spécificités locales, de renforcer les centralités, de soutenir les fonctions métropolitaines et d'accompagner toutes les transitions — écologique, sociale, numérique.

Elle met en garde contre l'illusion d'un retour spontané de la prospérité passée, rappelant que le monde a changé et que la crise sanitaire aurait dû servir d'avertissement. La feuille de route doit être claire : additionner les forces, donner des réponses concrètes, et non multiplier les annonces, diviser les responsabilités ou réduire les moyens.

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

CADRE DE VIE

Intervention : Jacqueline HÉRÉ, Kévin FAURE, Pierre LE GOFF, Armelle HURUGUEN, Ismaël DUPONT

Prévenir l'entrée des jeunes dans le narcotrafic : un enjeu départemental majeur

Jacqueline Héré alerte sur l'évolution du trafic de stupéfiants, désormais structuré à l'échelle nationale et internationale, et dont les conséquences touchent directement le Finistère. Si la délinquance générale est en baisse, les actes violents liés au trafic ont, eux, presque doublé.

Elle rappelle un chiffre préoccupant : 61 % des personnes condamnées pour des infractions liées aux drogues ont entre 15 et 25 ans, et des jeunes de 10 à 12 ans sont désormais concernés. La montée de la violence, l'implication accrue des mineurs et l'attractivité de "l'argent facile" imposent une réponse publique forte.

Le Département, acteur clé de la prévention, dispose de leviers essentiels :

- protection de l'enfance,
- insertion,
- prévention spécialisée,
- actions éducatives dans les collèges.

Pour Finistère & Solidaires, la priorité est claire : protéger les jeunes, soutenir les familles, sensibiliser aux dangers du trafic et déconstruire l'image trompeuse de profits rapides, alors que la réalité est faite de violences et parfois de tortures.

Elle interroge enfin le Président du Département :

le Finistère est-il prêt à engager des actions spécifiques dans les collèges pour prévenir l'entrée des jeunes dans les réseaux ?

Prévention de la délinquance

Kévin Faure appelle le Département à investir massivement dans la prévention de la délinquance, rappelant que la situation budgétaire actuelle le permet. Il propose la création, dès 2026, d'un appel à partenariat de 1,5 M€ destiné aux collectivités, associations et acteurs locaux pour financer des actions de prévention.

Il inscrit cette proposition dans les priorités de la stratégie nationale : prévention dès le plus jeune âge, prévention primaire, éducation aux médias, lutte contre les phénomènes complotistes, prévention de la prostitution des enfants, promotion de l'égalité filles-garçons.

L'objectif : renforcer la chaîne locale de prévention, soutenir la médiation, les actions auprès des jeunes en décrochage, les centres sociaux, les éducateurs et animateurs sportifs, et compenser l'arrêt des « 2h de sport en plus ».

Il conteste l'idée d'un « déni de la gauche » sur ces sujets et interroge la majorité : soutiendra-t-elle cet investissement dès 2026 ?

Il conclut en rappelant que la prévention est un choix politique et un choix de responsabilité.



Le Département est un acteur-clé dans le domaine de la prévention, il a un rôle déterminant dans la prévention de la délinquance, dans les domaines de la protection de l'enfance, l'insertion, la prévention spécialisée, la sécurité dans les collèges.

Jacqueline HÉRÉ
Conseillère départementale
Élue du canton Brest-1
Finistère & Solidaires

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Logement - Pierre Le Goff

Pierre Le Goff dresse un constat sans détour : le secteur du logement est dans une impasse. Les prix sont prohibitifs, l'offre est bloquée et les stratégies d'accès se complexifient, au détriment des jeunes, des locataires et des ménages les plus modestes.

Il rappelle l'absence totale de pilotage de l'État : baisse des APL, affaiblissement des bailleurs sociaux, disparition d'une vraie politique d'aménagement du territoire, dispositifs fiscaux incohérents. Le privé n'est pas davantage en capacité d'agir, paralysé par les revirements réglementaires et la flambée des coûts de construction.

Les collectivités tentent d'agir mais voient leurs recettes ponctionnées, notamment avec le DILICO. Les montants prélevés ne seront pas réinvestis dans le logement, aggravant encore la situation.

Pierre Le Goff souligne que la réponse ne peut exister sans argent public, et que le Département constitue un échelon déterminant.

Il questionne la stratégie actuelle :

- augmentation de la production de Finistère Habitat,
- mais sans augmentation des moyens dans le ROB,
- et un coût du bâti neuf qui explose, faute d'avoir investi dans une filière locale utilisant des matériaux moins coûteux à moyen terme.

Il appelle à des solutions structurelles :

- dissocier foncier et bâti via des baux emphytéotiques pour réduire fortement le coût des logements,
- créer une société foncière départementale ("Foncier 29"), en s'appuyant sur la Banque des Territoires, l'Agence France Locale ou l'EPF,
- rejoindre le projet régional Bretagne Foncier, lancé récemment.

Pour l'élu, il est urgent de soutenir les acteurs (communes, entreprises, bailleurs) qui achètent déjà des biens pour les louer

mais manquent de capacité financière pour agir à l'échelle nécessaire. Un outil foncier départemental permettrait de sécuriser et accélérer ces démarches.

Sa conclusion est un appel clair à l'action : le logement est un besoin vital, et l'inaction coûte plus cher que l'investissement.

Logement - Armelle Huruguen

Armelle Huruguen alerte sur l'absence de stratégie du Département en matière de logement, affirmant que le logement n'est pas un marché mais un droit fondamental et un pilier de la dignité humaine. Malgré quatre années de discours mettant en avant des chiffres de construction, elle dénonce une absence de vision territoriale claire : « construire sans stratégie, c'est remplir un seau percé ».

Elle rappelle que les besoins explosent : plus de 23 000 demandes de logement social sont en attente dans le Finistère, tandis que les publics les plus fragiles — familles monoparentales, travailleurs pauvres, jeunes, personnes seules, seniors — se retrouvent sans solution, parfois contraints de dormir dans leur voiture.

Face à la pression foncière, la spéculation et la dérégulation du marché immobilier, Armelle Huruguen estime que le Département devrait jouer un rôle majeur, cohérent et planificateur. Elle souligne la volonté affichée du Président d'être le « directeur stratégique du Finistère », alors qu'aucune feuille de route n'est proposée en matière d'habitat et que les alertes répétées ne sont pas suivies d'effet.

BUDGET 2026 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Elle rappelle les propositions formulées par Finistère & Solidaires :

- relancer l'animation des PLH ;
- mobiliser les logements vacants ;
- accompagner la transition vers davantage de logements collectifs ;
- soutenir des modes de construction alternatifs et bas-carbone ;
- anticiper les besoins liés au vieillissement ;
- bâtir une véritable stratégie départementale de l'habitat.

Elle regrette le silence du Département face à ces demandes récurrentes, estimant qu'il s'agit d'un choix politique.



Pendant que vous vous félicitez de chiffres, la réalité est brutale : des travailleurs dorment dans leur voiture et des jeunes n'arrivent plus à se loger.



Armelle HURUGUEN
Conseillère départementale
Élue du canton Quimper-2
Finistère & Solidaires

Culture, lecture publique et Bibliothèque départementale

Ismaël Dupont rappelle que la Bibliothèque départementale du Finistère (BDF) fête ses 50 ans, soulignant l'extraordinaire développement de la lecture publique sur le territoire : médiathèques modernes, espaces de vie et de culture, nouveaux réseaux intercommunaux, fréquentation en hausse — à rebours des tendances nationales.

Il rappelle que ces lieux jouent un rôle essentiel pour l'émancipation, l'éducation populaire, l'accès aux savoirs et au pluralisme. Pourtant, il dénonce une forte baisse des moyens départementaux consacrés à la culture depuis 2022 : -700 000 € en fonctionnement, -3 M€ en investissement, dont près de -400 000 € pour la BDF. La BDF subit également la suppression de 5 ETP, la diminution des budgets de collections et la perspective d'arrêter l'achat de CD et DVD.

Ces réductions fragilisent la richesse des collections, limitent l'accès aux œuvres, affaiblissent le conseil public et la présence d'une offre culturelle de qualité face aux plateformes numériques commerciales.

Il rappelle que la demande envers la BDF augmente, portée par des médiathèques plus nombreuses, plus professionnelles et très fréquentées, y compris en milieu rural. La BDF doit donc continuer à accompagner le réseau, notamment pour les publics empêchés (illettrisme, handicaps, personnes âgées).

Ismaël Dupont demande que la révision de la feuille de route de la BDF en 2026 s'accompagne de moyens pérennes et renforcés, pour que le Département reste un acteur majeur de la lecture publique et de l'accès à la culture.

OUVERTURE DE L'EXERCICE ET FINANCEMENT DES OPÉRATEURS DU DÉPARTEMENT



Vote POUR

de Finistère et Solidaires

VŒU RELATIF AU GRAND STADE DE BREST

Pauline Dogué a rappelé que les positions de vote des groupes politiques étaient déjà connues publiquement, notamment à Brest, et qu'il n'y avait donc pas d'attente particulière concernant un éventuel changement de position à Quimper. Elle a indiqué que, pour sa part, en tant qu'élue écologiste, elle voterait contre le vœu. **Les élu-es PCF et Place Publique s'abstiendront, tandis que le reste du groupe Finistère & Solidaires votera en faveur du texte.**



COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE

FINANCEMENT DU SECTEUR MÉDICO-SOCIAL : TAUX DIRECTEURS HANDICAP, BIEN VIEILLIR ET ENFANCE POUR 2026

Intervention : Kévin FAURE



Vote POUR

de Finistère et Solidaires

PLAN D'ACTION RSA : BILAN ANNUEL

Interventions : Ismaël DUPONT, Kévin FAURE



Vote CONTRE

de Finistère et Solidaires

La politique RSA

Ismaël Dupont dénonce une politique RSA fondée sur les clichés, la suspicion et la répression, bien loin d'une véritable politique d'insertion.

Il rappelle que le discours sur les "assistés" occulte systématiquement d'autres réalités :

- la fraude et l'évasion fiscales (80 à 100 milliards par an),
- l'enrichissement accéléré d'une poignée d'ultra-riches (42 % du PIB pour 500 familles),
- les 211 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises.

À l'inverse, la réalité des allocataires du RSA est celle d'une vie avec quelques centaines d'euros, souvent marquée par des problèmes de santé, le manque de mobilité, l'absence de diplôme et des freins lourds à l'emploi.

Ismaël Dupont souligne des chiffres très inquiétants :

- **40 % de radiations dans le Finistère, contre 2 % au niveau national ;**
- **une baisse des allocataires beaucoup plus forte qu'ailleurs : -8 % en un an, contre -1,2 % en Bretagne.**

Son constat est clair, cette baisse n'est pas un succès d'insertion mais le résultat d'une politique d'exclusion : radiations rapides, contrôles tatillons, exigences administratives inadaptées, sanctions malgré des motifs



Dans le Finistère, près de 40 % des allocataires contrôlés sont radiés, contre 2 % en moyenne nationale. On ne fera croire à personne qu'il y a vingt fois plus de fraudeurs ici qu'ailleurs : ce n'est pas de l'insertion, c'est une politique d'exclusion



Ismaël DUPONT
Conseiller départemental
Élu du canton de Morlaix
Finistère & Solidaires

COMMISSION DE L'ACTION SOCIALE

légitimes (hospitalisation, petits contrats...). Ces pratiques génèrent stress, atteintes à la dignité, dépression, ruptures de droits et découragement.

Le Département transfère ainsi ses responsabilités vers les CCAS et les associations caritatives.

Il rapporte des témoignages récents :

- RSA coupé en une semaine pour un formulaire oublié ;
- sanctions malgré une hospitalisation ;
- droits supprimés pour un rendez-vous fixé sur les heures d'un petit contrat ;
- des assistantes sociales qui démissionnent, refusant de servir une politique répressive.

Il appelle à une rupture claire avec cette logique du chiffre :

arrêt des radiations abusives, lutte contre le non recours aux droits, accompagnement humain, remobilisation sociale et politique d'émancipation.

Couper dans les Missions Locales aujourd'hui, c'est préparer l'augmentation du RSA demain.

Kévin Faure rappelle une évidence que les politiques d'insertion oublient trop souvent : la meilleure politique d'insertion, c'est d'abord la prévention. Et dans le Finistère, cette prévention repose en grande partie sur les Missions Locales, premier rempart contre la précarité durable et l'entrée précoce dans le RSA.

Chaque année, plus de 12 000 jeunes y sont accompagnés dans le département :

- 6 076 à Brest (dont 17 % de mineurs),
- 3 800 en Cornouaille,
- 1 700 à Morlaix.

Ces jeunes ne sont pas allocataires du RSA, puisqu'ils ont moins de 25 ans. Leur accompagnement de proximité, assuré par des conseillers disponibles, est précisément ce qui peut éviter qu'ils ne le deviennent demain.

Les Missions Locales agissent avant la rupture : logement, mobilité, santé mentale,

formation, sécurisation des parcours.

Kévin Faure dénonce une **double peine budgétaire** infligée à ces structures :

plus de 400 000 € retirés par l'État en 2024, avec une nouvelle baisse prévue en 2026 ;

plus de 200 000 € retirés par le Conseil départemental du Finistère depuis l'arrivée de la majorité actuelle.

Ces choix entraînent mécaniquement :

- moins d'accompagnement,
- moins de rendez-vous,
- moins de prévention,
- plus de risques d'entrées précoces dans le RSA.

L'élue pointe l'incohérence centrale : comment prétendre maîtriser l'évolution du nombre d'allocataires du RSA quand on affaiblit précisément les structures qui permettent d'éviter d'y entrer ?

Couper dans les Missions Locales, ce n'est pas faire des économies :

c'est déplacer la dépense, au détriment des jeunes et du territoire.

Il appelle donc clairement à :

- **la restauration et au renforcement des financements départementaux ;**
- **un soutien politique à la création d'un observatoire de la jeunesse ;**
- **un choix politique assumé : investir dans la prévention plutôt que payer la réparation.**

“Les Missions Locales ne sont pas un dispositif périphérique. Elles sont le premier rempart contre la précarité durable, contre le basculement dans le chômage de longue durée, contre l'entrée précoce dans le RSA. Comment prétendre maîtriser l'évolution du nombre d'allocataires du RSA quand on affaiblit précisément les structures qui permettent d'éviter d'y entrer ?”

COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE & TERRITOIRES

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT : PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Interventions : Sandrine MANUSSET, Armelle HURUGUEN

Rapport Développement Durable - Sandrine Manusset

Sandrine Manusset souligne les limites de fond du Rapport Développement Durable

Un rapport de développement durable doit permettre de mesurer objectivement l'impact des politiques publiques. Or, malgré une réelle capacité du Département à investir, ces enjeux ne sont pas véritablement intégrés au pilotage des politiques départementales.

Elle relève un déséquilibre majeur : le rapport met presque exclusivement en avant les rénovations thermiques des bâtiments, en particulier des collèges. Une démarche utile, mais très insuffisante au regard des transformations nécessaires.

Finistère & Solidaires regrette le manque de cohérence globale entre les différentes politiques du Département.

Sandrine Manusset prend un exemple central : la gestion de l'eau.

Comment parler de développement durable tout en soutenant une stratégie touristique ambitieuse via Tout commence en Finistère (3 millions d'euros de budget) sans prendre en compte :

- les tensions déjà fortes sur la ressource en eau dans certaines communes,
- la crise du logement aggravée par la pression touristique (prix moyen d'accès 350 000 €),
- les mouvements de rejet exprimés par des habitants à l'année,
- la diversité des réalités locales, totalement absente de l'analyse ?

Cette contradiction majeure doit être éclaircie :

la politique touristique du Département ne peut pas avancer sans être articulée à ses responsabilités environnementales.

Rapport Développement Durable - Armelle Huruguen

Armelle Huruguen reconnaît les réalisations mises en avant dans le rapport développement durable — rénovation énergétique, préservation des espaces naturels, plans vélo, plantation d'arbres, sécurisation de l'eau potable. Ces actions sont nécessaires, mais selon elle, elles ne constituent pas une stratégie.

Elle estime que la majorité fait du développement durable une vitrine valorisante, mais dépourvue de boussole politique : le rapport présente ce qui est fait, mais reste silencieux sur ce qui ne l'est pas — arbitrages, priorités, renoncements, contradictions, retards, impacts budgétaires.

Elle relève une lecture réduite à l'environnement "stricto sensu", qui évacue des dimensions essentielles du développement durable : inégalités territoriales, justice sociale, conditions de travail, participation citoyenne, précarité énergétique. Pour elle, cela revient à ignorer « la vie réelle des Finistériens ».

L'élue souligne l'absence totale de débat sur les tensions foncières, les infrastructures routières ou le modèle agricole, et regrette une écologie racontée plutôt que débattue. Armelle Huruguen appelle à un processus démocratique associant habitants, associations et collectifs, et défend une transition qui place la justice sociale au cœur de la transformation du territoire. Elle affirme que le Finistère mérite un débat politique à la hauteur des enjeux.

COMMISSION ÉCONOMIE, NUMÉRIQUE, INFRASTRUCTURES

SOUTIEN À L'ÉCONOMIE: BILAN FINANCIER ANNUEL ET FEUILLE DE ROUTE DE TOUT COMMENCE EN FINISTÈRE

Intervention : Bernard PELLETER



Vote CONTRE

de Finistère et Solidaires

Bernard Pelleter interroge la feuille de route transmise le 3 novembre à l'Agence Tout Commence en Finistère, qui prévoit une « nouvelle impulsion » et un élargissement de ses missions. Il rappelle que la loi Notre a redéfini les compétences territoriales et que le Département ne peut intervenir en matière économique qu'en articulation avec les intercommunalités, la Région et les chambres consulaires. Or, cette articulation est absente du document.

Il questionne la volonté de la majorité de dépasser l'attractivité touristique pour intervenir plus largement dans le champ économique, sans démontrer clairement la plus-value départementale ni préciser l'articulation avec les acteurs compétents.

Sur le tourisme, il rappelle que le Finistère dispose déjà d'un outil structuré — l'Office départemental — et que l'enjeu est de renforcer la cohérence plutôt que d'empiler les dispositifs.

Bernard Pelleter souligne que la vraie question est celle du modèle d'attractivité souhaité : attractivité maîtrisée ou attractivité subie, à l'heure où les tensions sur le logement, l'eau et les mobilités montrent les limites actuelles.

L'élu alerte enfin sur la démarche conduisant à envisager une transformation de l'Agence en Société d'Économie Mixte (SEM) avant même que l'Agence n'ait formulé ses propres propositions, comme demandé par la CRC. Cette évolution pose des questions majeures :

- qui siègera demain autour de la table ?
- qui décidera des orientations ?
- sous quel contrôle démocratique seront pilotés les 3 M€ annuels de fonds publics engagés ?

En conclusion, la création d'une SEM n'est pas neutre et nécessite réflexion, transparence et concertation. Pour lui, la rapidité de l'exécutif ne doit pas se substituer à un débat approfondi : « On n'y est pas, Monsieur le Président. »

TOUT
commence
en FINISTÈRE



Avant de transformer l'Agence Tout Commence en Finistère en SEM (société d'économie mixte), il faut répondre à une question essentielle : qui sera autour de la table demain pour décider de l'utilisation des millions d'euros d'argent public... et sous quel contrôle démocratique ?



Bernard PELLETER
Conseiller départemental
Élu du canton de Quimperlé
Finistère & Solidaires

COMMISSION RH, DIALOGUE SOCIAL, ÉVALUATION, FINANCES

TRANSFORMATION DU SERVICE PUBLIC DÉPARTEMENTAL : PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Intervention : Gaëlle ZANEGUY

Gaëlle Zaneguy dénonce un rapport qui ne constitue pas une véritable stratégie d'égalité femmes-hommes. Le document accumule des actions disparates – Octobre Rose, serviettes hygiéniques, Tour de France féminin, quelques chiffres RH – sans définir de cap politique clair.

Elle rappelle qu'un rapport d'égalité doit garantir l'accès aux mêmes droits, aux mêmes opportunités, lutter contre les discriminations et assurer l'équité dans les ressources. Or, rien de cela n'apparaît clairement.

Elle souligne plusieurs incohérences majeures :

- L'instrumentalisation d'actions dont l'origine revient souvent au groupe Finistère & Solidaires (assistantes sociales en gendarmerie, lutte contre la prostitution des mineurs, précarité menstruelle).
- L'usage abusif d'Octobre Rose, mouvement de santé publique, rattaché artificiellement à l'égalité femmes-hommes alors qu'il concerne l'ensemble de la population.
- La confusion entre protection et égalité, notamment concernant les violences faites aux femmes : le rapport décrit des actions de protection des victimes, mais presque rien sur la prévention des violences et des inégalités.

Elle pointe aussi les contradictions budgétaires :

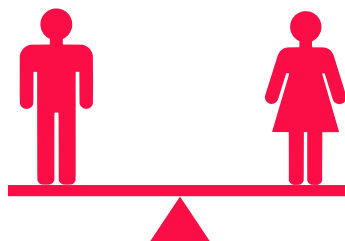
- Les acteurs essentiels (LAEP, Maison du couple et de la famille, CIDFF) voient leurs subventions baisser, puis parfois remonter ponctuellement, rendant impossible la construction de politiques durables.
- Le rapport met en avant une hausse de la subvention au CIDFF en 2025 mais ne mentionne pas la baisse de 4 000 € en 2023.

Sur la prostitution des mineurs, Gaëlle Zaneguy rappelle que financer l'Amicale du Nid ne suffit pas : ce travail doit s'articuler avec les partenaires locaux (PAEJ, Maison des ados), pour lesquels le Département a supprimé ou baissé son soutien. Là encore, elle dénonce l'absence de vision globale.

Enfin, elle pointe un point central :

Le Rapport Social Unique indique 0 cas de violences ou harcèlement sexuel entre agents du Département, alors que les études nationales montrent qu'un tiers des femmes actives en ont déjà été victimes. Cela révèle un grave problème dans le recueil et le traitement de ces situations; Finistère & Solidaires invite le Président à revoir les procédures conformément aux recommandations de la Défenseure des Droits.

L'égalité ne se décrète pas par un catalogue d'actions ; elle exige une stratégie, des moyens pérennes et une volonté politique réelle.



COMMISSION ÉCONOMIE, NUMÉRIQUE, INFRASTRUCTURES

TRANSFORMATION DU SERVICE PUBLIC : REVALORISATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS ET VERSEMENT D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE - PRESTATIONS SOCIALES COMPLÉMENTAIRES (MUTUELLE ET PRÉVOYANCE) - RAPPORT SOCIAL UNIQUE

Rapporteur : Ismaël DUPONT



Vote POUR

de Finistère et Solidaires

COMMISSION DE L'ENFANCE, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE, DU SPORT ET DES ASSOCIATIONS

SOUTIEN AUX COLLÈGES : RÉNOVATION DE QUATRE ÉTABLISSEMENTS

Rapporteur : Kévin FAURE



Vote POUR

de Finistère et Solidaires





Quimper, le 28 novembre 2025

Séance plénière du 11 décembre 2025

Vœu relatif à l'avenir du site des Roches Blanches

Les conseillers départementaux du Finistère, réunis en séance plénière le Jeudi 11 Décembre 2025, émettent un vœu relatif à l'avenir du site des Roches Blanches à Douarnenez.

Le Conseil départemental du Finistère rappelle que la compétence relative aux Espaces Naturels Sensibles (ENS) constitue une mission essentielle de la collectivité. À ce titre, il réaffirme son attachement à la préservation du littoral finistérien et à la maîtrise publique du foncier pour éviter toute spéculation ou promotion immobilière sur le site des Roches Blanches à Douarnenez.

En cohérence avec cette politique environnementale menée depuis plusieurs décennies, grâce à la taxe d'aménagement dédiée aux ENS, l'acquisition du site — soit par vente aux enchères, soit par exercice du droit de préemption — constitue une opportunité de consolidation de ce réseau d'espaces protégés en Finistère.

Ce site accueille depuis plus de quinze ans des habitants et des activités artisanales. Toute évolution, à l'issue d'un changement de propriétaire, doit s'inscrire dans un esprit de dialogue, de respect et d'apaisement. Le Conseil départemental appelle l'ensemble des acteurs — État, commune de Douarnenez, habitants et institutions — à construire ensemble le plan d'avenir du site, conciliant l'objectif de renaturation avec la possibilité de maintien d'une vie agricole voire d'artisanat local.

Constatant que la situation actuelle du site demeure stable et sans incident depuis 15 ans, le Conseil départemental estime qu'aucune urgence ne justifie une intervention précipitée. Le Conseil départemental n'impose aucun agenda unilatéral et appelle à bâtir un plan d'action partagé, défini collectivement avec la commune, les services de l'État et les représentants des habitants.

En tant que collectivité des solidarités humaines et territoriales, le Département du Finistère mobilisera son ingénierie sociale afin d'accompagner individuellement les résidents concernés. Les situations de précarité, de familles hébergées ou mises à l'abri sur le site appellent des solutions humaines, concertées et locales, dans un contexte de forte tension sur l'hébergement d'urgence en Finistère.

Par cette acquisition, le Département poursuivra son engagement pour la protection du littoral finistérien et la maîtrise publique du foncier. Il réaffirme sa volonté de rechercher une issue concertée et apaisée conciliant les enjeux environnementaux, sociaux et économiques, dans le respect de l'intérêt général.

Vœu déposé par les 24 conseillers départementaux Finistère et Solidaires



Vote POUR

de Finistère et Solidaires (24 voix)



Vote POUR

de Autonomie et Régionalisme (2 voix)



Vote CONTRE

de Alliance pour le Finistère (28 voix)



DOSSIER DE PRESSE

SÉANCE PLÉNIÈRE

11.12.2025

CONTACT PRESSE :

Julie FRADIN-FAISANT

Groupe Finistère & Solidaires

julie.fradin-faisant@finistere.fr

